

LES SYNDICATS ET LES PRÉSIDENTIELLES

A LA SUITE des partis ouvriers les syndicats se sont ralliés à la candidature Mitterrand. On pourrait se demander ce qui a bien pu, dans les discours du candidat, apporter satisfaction aux responsables syndicaux : des 40 heures sans réduction de salaire, de l'augmentation du salaire réel, de l'abolition des précaires à la grève, de tout cela il n'a pas été question. Mitterrand s'est bien gardé d'aborder des sujets aussi délicats. On remarquera d'ailleurs que les directions n'ont rien fait qui puisse gêner ce candidat dit de gauche : tout au plus ont-elles tenté de faire une journée du 18 novembre qui n'a pas perturbé le déroulement de la campagne électorale.

Mais cela n'est qu'une vue générale des choses. En examinant de plus près ce qui s'est passé dans les centrales, il fallait bien constater une absence d'enthousiasme en bas comme en haut lieu. Lorsque Breteau a dit qu'il y avait une tendance sectaire qui considérait Mitterrand comme « le retour au passé » ce n'est pas des groupes ou partis révolutionnaires qu'il parlait, il dénonçait comme sectaires ceux qui, dans le PCF ou dans la CGT, n'ont en rien oublié ce qu'était Mitterrand et voient à peu près où il entraîne le mouvement ouvrier. Lorsqu'au niveau des U.D., des motions étaient rédigées, il n'est pas vrai que les responsables soutenaient ardemment Mitterrand et sa politique : il ne manquait pas d'exemples de ces motions dans lesquelles on reconnaissait qu'il n'y avait qu'un candidat de la gauche. Mais également il faut remarquer qu'elles ne comportaient pas toujours d'appel à voter Mitterrand. Des cas sont connus où l'unanimité était faite autour d'un accueil favorable à Mitterrand et où la majorité s'opposait à la formulation d'une consigne de vote : il est à noter que ces majorités comportaient souvent des militants du PCF.

Si, dans la CGT, l'opposition est, en gros, à gauche, les différenciations sont moins claires dans la CFDT. Le dernier congrès de cette organisation ouvrière aura mis en évidence l'existence d'au moins quatre tendances. Descamps a fortement insisté sur les espoirs que nourrissait la direction confédérale dans la réussite de l'opération Defferre. Loin de voir dans ce gangster politique l'homme de l'intégration du mouvement ouvrier, Descamps comptait sur on ne sait quel renouveau. L'opération Mitterrand lui semble moins certaine et l'on pourrait penser que l'appui du PCF effraie la direction CFDT. En réalité le soutien du Parti communiste ne gênerait pas les partisans de Mitterrand dans cette centrale, s'il n'y avait à côté d'eux des partisans de Lecanuet, voire même de de

Gaulle. Defferre cherchant son appui sur la droite pouvait à la rigueur recevoir l'appui de toute la centrale, ce que ne peut pas obtenir Mitterrand, qui l'a trouvé dans la force d'appoint du PCF. Cela est d'ailleurs significatif à la fois de la force du courant planiste ou « technocratique » dans cette centrale et des illusions que fait naître Mitterrand. A défaut d'une réponse politique au 5 décembre, Descamps a pu se retrancher derrière les statuts qui interdisent l'engagement politique de la centrale.

Cette campagne électorale aura soulevé plusieurs problèmes. Le premier concerne les rapports entre lutte économique et lutte politique : s'il est vrai que dans les deux cas les directions traditionnelles sont parfaitement incapables d'élaborer une stratégie cohérente, s'il est également vrai que les bureaucrates syndicaux et politiques ont tout fait pour que les luttes grévistes ne débouchent pas sur des revendications politiques, il n'en de-

meure pas moins qu'au niveau des cadres fédéraux ou départementaux l'idée progresse qu'il n'y a pas de fossé entre les revendications à caractère économique et celles à caractère politique. A plus long terme, c'est la notion de programme de transition qui s'imposera dans le mouvement ouvrier.

Un second problème, plus délicat celui-là, touche aux rapports qui peuvent exister entre militants communistes ; plus exactement aux rapports entre les cellules d'entreprises et le parti. Bien qu'en apparence tous les militants du PCF aient soutenu Mitterrand, des différenciations se sont fait jour, qui apparaissent assez nettement à la CGT. Il est évident que plus près des salariés, touchant du doigt les problèmes de la lutte revendicative les membres du PCF qui sont au syndicat apprécient d'une manière plus précise la valeur d'un Mitterrand ou la pauvreté de ses options. Qu'à terme cela engendre une critique

plus nette de la stratégie des luttes comme de la tactique des alliances, cela ne fait aucun doute.

En dernière analyse, le mouvement ouvrier vient de traverser une période rieuse faite de soutenir un candidat particulier sur le plan politique. L'expérimentation sur des options propres à ce candidat, l'absence de toute lutte revendicative — pas même un ordinaire rendez-vous d'octobre — va poser très vite le problème des alliances ou plus exactement, celui de la réalisation du Front unique ouvrier ; cette expérience va permettre également de mieux distinguer quels liens existent entre revendications immédiates et revendications politiques générales.

Dans l'actuelle phase de restructuration du mouvement syndical, ces éléments vont prendre une importance toute particulière, et, sur ce terrain, les révolutionnaires pourront gagner en influence.

Antoine VALLON.

Le congrès de la C.F.D.T.

Le congrès de la C.F.D.T. a décidé de créer une « caisse de résistance » qui aidera les militants syndicaux licenciés et permettra de soutenir les salariés engagés dans des grèves de longue durée. L'idée n'est pas nouvelle, mais pour l'instant il n'y a que cette centrale réformatrice pour la traduire dans les faits. La direction C.G.T. pour sa part n'a rien fait dans ce sens bien que le problème ait été soulevé à plusieurs reprises. Remarquons que les délégués au Congrès ont tenu à se réserver un maximum d'indépendance : un amendement a été adopté qui précise que les gestionnaires de cette caisse n'auront rien à dire sur l'opportunité d'une grève quel que soit l'état des finances. Cela est important, et il est probable que bien des délégués ont dû penser aux syndicats américains dont l'activité et l'agressivité dépend pour une bonne part de leur situation financière. Mais dans la situation propre du syndicalisme français — faiblesse numérique et division en trois centrales — la caisse de grève d'une C.F.D.T. ne peut avoir qu'une valeur symbolique : on sait qu'une forte opposition s'est manifestée sur l'augmentation du taux des cotisations. Il ne faut pas oublier non plus qu'en mars 1963, la C.F.D.T. fit un apport d'argent aux mineurs... chrétiens. Dans ces conditions, il semble bien que la caisse de grève n'aura pas une grosse importance si elle reste le fait d'un syndicat. Il importe en premier lieu que la

puissante C.G.T. reprenne cette idée de « caisse de grève ». Mais les principes de la solidarité ouvrière et l'efficacité commandent que soit organisée une véritable caisse intersyndicale.

MILITARISATION

A U C.E.A. Marcoule, les délégués doivent faire contrôler le temps passé à l'exercice de leur mandat : pour cela, la direction du centre vient de créer des bons de délégation. De plus ces bons doivent être signés du chef de service. Lorsqu'on sait que le plus souvent le chef de service est un véritable patron « de combat », qu'il organise de petits tête-à-tête avec le personnel pour discuter d'avancement la veille d'une grève par exemple, on voit tout de suite ce que la signature de ce chef sur un bon de délégation peut signifier comme atteinte aux libertés syndicales. Nul doute qu'il faudra réagir très vite contre cette mise au pas, disons cette militarisation, qui caractérise la plupart des centres et entreprises où l'on prépare la grandeur atomique gaullienne : au C.E.A. le premier acte dans ce sens est de ne plus demander l'autorisation de la direction pour organiser des réunions d'informa-

La caisse de grève à elle seule n'est pas non plus la mobilisation des salariés, et il a bien fallu discuter de tactique des luttes. « Nous sommes sévères avec la C.G.T. parce que nous l'aimons bien, comme nous sommes sévères avec nos enfants pour les corriger ». Ainsi parla Descamps. Ce ton protecteur est déplacé et ne peut qu'irriter, mais il faut bien constater qu'un bon nombre des critiques formulées contre la C.G.T. pendant ce congrès sont assez correctes : « quand nous voulons mener une action interprofessionnelle pour les catégories défavorisées, que la C.G.T. ne nous offre pas seulement un mouvement par entreprise ou par atelier ». Il était sans doute juste de faire porter à la C.G.T. la plus grande part des responsabilités dans les récents échecs du mouvement ouvrier ; mais remarquons qu'aux trop rares mais précises propositions d'action et d'organisation de la direction C.G.T., Descamps et ses amis ont régulièrement opposé toute une série de préalables qui constituaient en fait un refus. Il faut bien constater également que dans une grève comme celle de Peugeot, si l'unité d'action s'est faite à la base il en allait tout autrement au niveau des appareils confédéraux. Dans ces conditions, on peut se dire qu'on était en présence d'une opération démagogique lorsque furent discutées à ce Congrès les conditions de l'unité organique des centrales : un peu comme si la charrue était mise avant les bœufs.

Reprise précaire - Emplois

A PRES 15 mois de stagnation, l'économie française semble, notamment depuis le début de l'automne, connaître une certaine reprise. L'indice de la production industrielle (base 100 en 1959) qui ne dépassait pas en juin le niveau « record » d'avril 1964, soit 140, s'est inscrit à 142,5 en septembre contre 139 l'an passé.

UNE RELANCE LIMITEE

QUOI qu'en dise Giscard d'Estaing, l'amélioration est loin d'être générale. Si nous comparons d'abord les résultats de septembre 1965 avec ceux de l'an passé, les conclusions sont très différentes suivant les secteurs : l'électricité, les pétroles et carburants, l'industrie chimique et les papiers-cartons sont parmi ceux qui ont le plus fortement progressé (+ de 5 %) ; la transformation des métaux, les corps gras et la production de matériaux de construction ont connu une évolution beaucoup moins favorable (entre 0 et 5 %) ; enfin, l'extraction des minerais métalliques, les cuirs, le caoutchouc, le verre et le textile ont décliné (entre 0 % et -10 %). Les résultats les meilleurs ont été ceux du commerce extérieur : l'accroissement des exportations ayant été beaucoup plus rapide que celui des importations.

Il faut noter en second lieu que la reprise n'a touché jusqu'ici que le secteur des biens de consommation. Une première explication s'en trouve dans le fait que le pessimisme d'il y a quelques mois a abouti à une baisse de la production telle qu'elle n'était plus en mesure de satisfaire une demande pourtant faible ; une seconde, dans

De même, le chiffre d'affaires des grandes entreprises a montré un redressement sensible au milieu de l'année.

Enfin, l'enquête de conjoncture menée en octobre par l'I.N.S.E.E. a révélé que les industriels étaient plus optimistes quant à leurs perspectives de production et que leurs carnets de commandes étaient mieux garnis.

l'accroissement du pouvoir d'achat de la masse des salariés qui a cessé de décroître au second semestre en même temps que le rythme d'augmentation des taux de salaires horaires. La relance est ainsi venue d'une augmentation de la demande des ménages et a donc affecté essentiellement les secteurs les plus atteints l'an dernier par la récession, alors que la conjoncture des autres branches restait stable. Le textile, l'habillement, les chaussures et le matériel d'équipement des appartements ont été les premiers à réagir. Le lancement de nouveaux modèles a déterminé, depuis août, une reprise sensible de la production et des ventes de l'industrie automobile, qui s'est répercutée sur la sidérurgie.

Gageons qu'au-delà des félicitations qu'il se décerne généralement, le gouvernement n'est pas sans s'inquiéter de cette forme qu'a revêtue la reprise. Certes, le plan de stabilisation a entraîné la reconstitution d'importantes marges de capacité productive et d'une nombreuse armée industrielle de réserve qui atténuent les risques d'inflation. La demande de consommation ne saurait cependant s'enfler trop considérablement sans faire descendre de l'« étagère » ce « poison » que Giscard d'Estaing y aurait prématuré-

ment rangé. Il est significatif à cet égard de noter que l'écart entre ceux des industriels interrogés par l'I.N.S.E.E. qui prévoient une hausse de leurs prix de vente et ceux qui prévoient la baisse s'établissait à +4 en septembre contre -4 en mai. Remarquons aussi qu'au cours de ce même mois, les prix de détail ont augmenté de 0,3 %, soit un rythme annuel d'environ 3,8 % alors que le V^e Plan a tablé sur un taux de 1,5 % l'an !

Face à cela, et à quelques semaines des élections, le gouvernement a préféré faire contre mauvaise fortune bon cœur. S'il s'est contenté jusqu'ici de ne pas encourager cette tendance (notamment en condamnant à nouveau la pratique du déficit budgétaire), il n'est guère difficile de prévoir que la pression sur la demande privée sera renforcée une fois les élections passées et le Président installé.

INVESTISSEMENTS ET CONCENTRATION

POUR l'instant, nos fabricants d'« expansion-dans-la-stabilité » préfèrent masquer leurs intentions à ce sujet et affirmer que la consolidation de ces « succès » n'exige plus que la reprise de l'investissement productif et la restructuration des entreprises en grandes unités capables d'affronter les géants étrangers sur le marché international.

On sait que, depuis quelques années, aussi bien la part de l'investissement productif dans le produit national que son taux de croissance sont, en France, les plus bas du Marché commun. La reprise actuelle est jugée bénéf-